

F. 94 — 2925

[C — 31506]

**20 OCTOBRE 1994. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française
fixant le statut pécuniaire du personnel des organismes d'intérêt public
de la Commission communautaire française**

Le Collège de la Commission communautaire française,

- Vu les articles 138 et 178 de la Constitution,
Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à la création de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle;
Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;
Vu l'avis de l'Inspection des Finances;
Vu le protocole de négociation du Comité particulier de négociation 94/5, du 23 mars 1994;
Vu l'avis du Comité de gestion de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle;
Sur proposition du Membre du Collège chargé de la Fonction publique et du Budget,

Arrête :

Article 1er. Le présent arrêté règle une matière visée aux articles 115, § 1er, alinéa 1er, 121, § 1er, alinéa 1er, 116, § 1er, 127, 128, 129, § 1er, 131, 132, 135, 137 et 175 de la Constitution en vertu des articles 138 et 178 de la Constitution.

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Art. 2. Le présent arrêté est applicable aux fonctionnaires, stagiaires et contractuels administratifs des organismes suivants :

- 1) l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle;
- 2) le Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées.

Art. 3. Les traitements du personnel des organismes visés à l'article 2 sont fixés par des échelles comprenant :

- un traitement minimum;
- des traitements dénommés échelons résultant des augmentations intercalaires;
- un traitement maximum.

Les traitements et les augmentations intercalaires sont exprimés en un nombre d'unité monétaire correspondant à leur montant annuel.

Le traitement n'est jamais inférieur au salaire moyen mensuel garanti (secteur public).

Art. 4. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre :

- * l'expression « service de l'Etat » désigne tout service relevant du pouvoir législatif, du pouvoir exécutif de l'Etat, des Communautés et des Régions ou du pouvoir judiciaire de l'Etat et non constitué en personne juridique;
- * l'expression « service d'Afrique » désigne tout service qui relevait du Gouvernement du Congo belge ou du Gouvernement du Ruanda/Urundi et n'était pas constitué en personne juridique;
- * l'expression « service public autre que les services de l'Etat et les services d'Afrique » désigne :
 - tout service relevant du pouvoir exécutif et constitué en personne juridique;
 - tout service qui relevait du Gouvernement du Congo belge ou du Gouvernement du Ruanda/Urundi et qui était constitué en personne juridique;
 - tout service relevant d'une province, d'une commune, d'un C.P.A.S., d'une association de communes ou d'une association de C.P.A.S., d'une agglomération ou d'une fédération de communes ainsi que tout service relevant d'un établissement subordonné à une province ou à une commune;
 - tout autre institution de droit belge qui répond à des besoins collectifs d'intérêt général ou local et dans la création ou la direction particulière de laquelle se constate la prépondérance de l'autorité publique ainsi que, tout autre institution de droit colonial qui répondait aux mêmes conditions.

CHAPITRE II. — Régime organique

Section Ire. — De la fixation des échelles de traitement

Art. 5. L'échelle de chaque grade est fixée par le Collège eu égard au rang du grade et à l'importance de la fonction qui y correspond normalement.

Chaque grade est doté d'une échelle reprise dans les tableaux annexés au présent arrêté.

Toutefois, certains grades peuvent être dotés soit d'une échelle ne figurant pas auxdits tableaux, soit d'un traitement unique.

Art. 6. Sans préjudice des règles relatives au contrôle administratif et budgétaire, les échelles des grades communs et des grades particuliers à chaque organisme sont fixées par arrêté du Collège sur proposition du Membre du Collège qui a la fonction publique dans ses attributions.

Art. 7. Toute échelle relève de l'un des cinq niveaux désignés par les chiffres 1, 2+, 2, 3 et 4 et de l'un des deux groupes désignés par les lettres A et B.

Le premier chiffre du numéro de l'échelle en désigne le niveau; les deux premiers chiffres, le rang des grades auxquelles elle doit normalement être attachée; le dernier chiffre, la place de l'échelle par rapport aux autres échelles attachées au grade d'un même rang.

Les échelles des niveaux 4, 3 ou 2 appartiennent au groupe A.

Les échelles des niveaux 1 et 2+ appartiennent au groupe B.

Art. 8. L'échelle est désignée par le numéro qui la surmonte dans les tableaux annexés au présent arrêté.
Lorsque l'échelle ne figure pas auxdits tableaux, elle est désignée soit par un indice qui en mentionne le traitement minimum, le traitement maximum, le nombre et le montant des augmentations intercalaires et le niveau.

Section 2. — De la fixation du traitement

Art. 9. A chaque modification du statut pécuniaire d'un grade, tout traitement établi compte tenu de ce grade est à nouveau fixé comme si le nouveau statut pécuniaire avait existé de tout temps.

Si le traitement ainsi fixé est inférieur à celui dont le fonctionnaire bénéficiait dans son grade à l'entrée en vigueur de l'arrêté modificatif, le traitement le plus élevé lui est maintenu jusqu'à ce qu'il obtienne dans ce grade un traitement au moins égal.

Art. 10. L'arrêté du Collège prévu à l'article 6, peut établir des modalités de fixation du traitement et rendre admissible aux conditions qu'il détermine des services autres que ceux définis à l'article 12.

Il peut aussi prendre des dispositions relatives aux titulaires de certains grades communs.

Section 3. — De la détermination de l'échelle de traitement

Art. 11. Sans préjudice des dispositions réglementaires contraires, le traitement de tout fonctionnaire est fixé dans l'échelle de son grade.

Section 4. — Des services admissibles

Art. 12. Sauf dispositions contraires, sont seuls admissibles prorata temporis pour l'octroi des augmentations intercalaires, les services effectifs que le fonctionnaire a prestés en faisant partie à quel que titre que ce soit :

— des services de l'Etat, des Communautés ou des Régions ou des services d'Afrique ou des autres services publics autres que les services de l'Etat et les services de l'Afrique, soit comme titulaire civil ou ecclésiastique d'une fonction rémunérée, soit comme militaire de carrière;

— des établissements d'enseignement libre subventionnés comme titulaire civil ou ecclésiastique d'une fonction rémunérée par une subvention-traitement;

— des établissements d'enseignement des Communautés comme titulaire civil ou ecclésiastique d'une fonction rémunérée;

— des offices d'orientation scolaire et professionnelle et des centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés comme titulaire civil ou ecclésiastique d'une fonction rémunérée.

Sont également admissibles pour l'octroi des augmentations intercalaires, et cela pour une durée maximum de six ans les services accomplis dans le secteur privé.

Art. 13. Pour l'application de l'article 12 :

1° le fonctionnaire est réputé prester des services effectifs tant qu'il se trouve dans une position administrative qui lui vaut de par son statut, son traitement d'activité, ou à défaut la conservation de ses titres à l'avancement de traitement;

2° sont réputés militaires de carrières :

a) les officiers de carrière, les officiers de complément et les officiers auxiliaires;

b) les officiers de réserve accomplissant des prestations volontaires, à l'exclusion des prestations d'entraînement;

c) les sous-officiers de carrière, les sous-officiers temporaires et les sous-officiers de complément;

d) les militaires au-dessous du rang d'officier qui servent à la faveur d'un engagement ou d'un réengagement;

e) les aumôniers des cadres actifs et les aumôniers de réserve maintenus en service en temps de paix pour constituer le cadre temporaire du service de l'aumônerie.

Art. 14. Pour toute période durant laquelle le fonctionnaire a conservé ou perdu ses titres à l'avancement de traitement dans un grade, les services qu'il aurait prestés à un autre titre n'entrent pas en compte pour la fixation de son traitement dans ce grade et dans tout grade ultérieur qui s'y rattache en raison de l'enchaînement statutaire des qualités successives du fonctionnaire.

Art. 15. Les services admissibles se comptent par mois du calendrier. Ceux qui ne couvrent pas tout le mois sont négligés.

Toutefois, la durée des services admissibles que le fonctionnaire a prestés à titre intérimaire ou temporaire dans l'enseignement, est fixée par l'autorité investie du pouvoir de nomination sur base de l'attestation délivrée par les autorités compétentes.

Les prestations complètes mentionnées sur cette attestation pour lesquelles le paiement s'est effectué en 10èmes, et qui ne représentent pas une année complète de service effectif par année scolaire, sont comptabilisées jour par jour.

Le nombre global des jours de services ainsi accomplis et comportant des prestations complètes est multiplié par 1,2. Le total de cette opération arithmétique est ensuite divisé par 30. Le produit obtenu donne le nombre de mois à prendre en considération. On ne tient pas compte du reste.

Les prestations complètes mentionnées sur la même attestation qui prouvent que le fonctionnaire a été occupé pendant une année scolaire complète, valent pour un total de 300 jours et représentent une année de service à prendre en considération.

Les services qui peuvent ainsi être pris en considération, qui ont été prestés à temps plein dans un degré égal ou supérieur à celui de l'enseignement secondaire supérieur, dans une fonction pour laquelle la possession d'un diplôme universitaire ou du diplôme d'architecte ou d'ingénieur industriel était requise, et à laquelle en régime organique une échelle de traitement était attachée dont le minimum et le maximum sont au moins égaux ou

supérieurs au minimum et au maximum de l'échelle attachée au grade de secrétaire d'administration auprès d'un ministère, appartiennent au groupe de traitement B. Tous les autres services admissibles appartiennent au groupe de traitement A.

Les prestations considérées comme complètes par totalisation de charges prestées d'une part dans le cycle supérieur de l'enseignement secondaire et d'autre part dans un cycle d'enseignement inférieur, appartiennent aussi dans leur totalité au groupe de traitement B, pour autant que, pour les prestations dans le cycle supérieur, les conditions visées à l'alinéa précédent aient été remplies.

Art. 16. La durée des services admissibles que compte le fonctionnaire, ne peut jamais dépasser la durée réelle des prestations que couvrent ses services.

Art. 17. L'importance des services admissibles visés à l'article 12, est déterminée mois par mois dans le grade dont le fonctionnaire était titulaire ou dans lequel, par un effet rétroactif formel de sa nomination à ce grade, il avait déjà pris rang pour l'avancement de traitement.

Toutefois, n'est pas pris en considération le grade dont le fonctionnaire était provisoirement revêtu du chef de l'exercice d'une fonction supérieure.

Art. 18. Pour la détermination de l'importance des services admissibles, tout changement de grade qui se produit à une date autre que le premier du mois, est reporté au premier du mois suivant.

Art. 19. Lorsque le grade à considérer figure dans l'arrêté du Collège prévu à l'article 6, les services admissibles sont classés dans le groupe auquel appartient l'échelle de ce grade.

Toutefois, si le grade qui figure dans l'arrêté précité diffère manifestement, malgré une dénomination identique, du grade à considérer, les services admissibles sont classés dans le groupe auquel appartiennent les échelles des grades qui existent dans les organismes d'intérêt public et qui sont de même importance que le grade à considérer. Le Membre du Collège dont dépend le fonctionnaire décide de cette assimilation avec l'accord du Membre du Collège qui a la Fonction Publique dans ses attributions.

Art. 20. Lorsque le grade à considérer ne figure pas dans l'arrêté du Collège prévu à l'article 6 du présent arrêté, les services admissibles sont classés dans le groupe auquel appartiennent les échelles des grades de mêmes importance qui existent dans les organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française.

L'autorité investie du pouvoir de nomination décide de cette assimilation avec l'accord du Membre du Collège chargé de la Fonction publique.

Art. 21. A dater de la nomination du fonctionnaire, définitif ou stagiaire, à son grade de base et si l'échelle de ce grade appartient au groupe A, les services admissibles antérieurs qui, en vertu des articles 19 et 20, appartiennent au groupe B, sont classés dans le groupe A en vue de la fixation de son traitement de fonctionnaire définitif ou stagiaire.

Le grade de base d'un fonctionnaire est le premier grade auquel il est nommé, définitivement ou en stage, dans un service dont le personnel est régi par le présent statut.

Toutefois, à dater du jour où il est nommé définitivement ou en stage à un nouveau grade, selon un mode de nomination statutairement indépendant de sa qualité antérieure de fonctionnaire définitif ou stagiaire, ce nouveau grade constitue son grade de base pour l'application de l'alinéa 1er.

Art. 22. Pour le fonctionnaire titulaire d'une échelle relevant du groupe B, les services admissibles classés dans le groupe A forment des services inférieurs; ceux qui sont classés dans le groupe B forment des services équivalents.

Section 5. — Du calcul de l'ancienneté et du traitement

Art. 23. § 1er. Le titulaire d'une échelle relevant du groupe A bénéficie à tout moment du traitement correspondant à son ancienneté A, celle-ci étant formée du total de ses services admissibles, dans quelque groupe qu'ils soient classés.

§ 2. Le titulaire d'une échelle relevant du groupe B bénéficie, à tout moment, du traitement correspondant à son ancienneté B, celle-ci étant formée des deux tiers de ses services inférieurs et du total de ses services équivalents.

§ 3. Pour le calcul des deux tiers des services inférieurs prévu au § 2, toute fraction de mois résultant de la division est comptée pour un mois.

Art. 24. Pour la détermination du traitement conformément à l'article 23, §§ 1er et 2, est seule retenue l'ancienneté utile, c'est-à-dire celle acquise au moment où le fonctionnaire compte le plus grand nombre d'années formant l'ancienneté A ou B.

Art. 25. § 1er. Le fonctionnaire définitif qui a été promu n'obtient, à aucun moment, dans son nouveau grade, un traitement inférieur à celui dont il eût bénéficié dans son ancien grade.

§ 2. Lorsque l'échelle de son ancien grade relève du groupe A et l'échelle de son nouveau grade du groupe B, le fonctionnaire visé au § 1er obtient au moins, à tout moment, dans son nouveau grade, un traitement supérieur de 39 290 francs à celui dont il eût bénéficié dans son ancien grade.

§ 3. L'application de la disposition du § 2 ne peut avoir pour effet de porter le traitement du fonctionnaire au-delà du traitement maximum, soit de l'échelle de son nouveau grade, soit de l'échelle de son ancien grade s'il est plus élevé.

§ 4. Le fonctionnaire définitif qui a changé de grade ou qui a été transféré n'obtient, à aucun moment, dans son nouveau grade, un traitement inférieur à celui dont il bénéficiait dans son ancien grade au moment où il a changé de grade ou a été transféré.

Si le traitement fixé dans le nouveau grade est inférieur à celui dont le fonctionnaire bénéficiait dans son ancien grade, le traitement le plus élevé lui est maintenu jusqu'à ce qu'il obtienne un traitement au moins égal.

Art. 26. § 1er. Le fonctionnaire évalué négativement est, à dater de la première augmentation de traitement qui suit la date d'attribution de cette mention, privé pendant six mois de l'effet d'une augmentation égale au montant de l'augmentation intercalaire dont il aurait bénéficié dans l'échelle dont il était titulaire au moment où il a obtenu l'évaluation négative.

§ 2. Le fonctionnaire évalué négativement à deux reprises est, à dater de la première augmentation de traitement qui suit la date d'attribution de cette évaluation, privé pendant un an de l'effet d'une augmentation égale au montant de l'augmentation intercalaire dont il aurait bénéficié dans l'échelle dont il était titulaire au moment où il a obtenu l'évaluation négative.

Section 6. — Du paiement du traitement

Art. 27. § 1. Le traitement du mois est égal à 1/12 du traitement.

Lorsque le fonctionnaire, définitif ou stagiaire, est, à une date autre que le premier du mois, nommé à un nouveau grade ne constituant pas de grade de base au sens de l'article 21, alinéa 1, le traitement du mois en cours n'est pas sujet à modification.

Lorsque le fonctionnaire, définitif ou stagiaire, décède ou est admis à la retraite, le traitement du mois en cours n'est pas sujet à répétition.

§ 2. Lorsque le traitement du mois n'est pas dû entièrement, il est fractionné en trentièmes.

Si le nombre réel des journées payables est égal ou inférieur à quinze, le nombre des trentièmes dus est égal au nombre réel des journées payables.

Si le nombre réel des journées payables est supérieur à quinze, le nombre des trentièmes dus est égal à la différence entre trente et le nombre réel des journées non payables.

§ 3. Lorsque le mois comprend deux périodes que différencie le montant ou l'imputation budgétaire du traitement :

1° le nombre des trentièmes dus pour la première période est fixé suivant le § 2;

2° le nombre total des trentièmes dus pour le mois est fixé suivant le § 2; il est toujours égal à trente si le mois est entièrement payable;

3° le nombre des trentièmes dus pour la seconde période est égal à la différence entre le nombre total des trentièmes dus pour le mois et le nombre des trentièmes dus pour la première période.

Art. 28. Le traitement du mois est lié aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation conformément aux règles prescrites par la loi du 1er mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation de l'Etat de certaines dépenses du secteur public modifiée par l'arrêté royal n° 178 du 30 décembre 1982. Le traitement est rattaché à l'indice-pivot 138,01.

Section 7. — Du traitement en cas de congés pour prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales et d'absences pour convenance personnelle

Art. 29. Par dérogation à l'article 3 alinéa 3, lorsque le fonctionnaire bénéficie du régime des congés pour prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales ou lorsqu'il effectue des prestations réduites justifiées par des raisons de convenance personnelle, le salaire moyen mensuel garanti est calculé au prorata des services effectifs.

Art. 30. Par dérogation à l'article 12, est admissible pour l'octroi des augmentations intercalaires la période durant laquelle le fonctionnaire effectue des prestations réduites justifiées par des raisons de convenance personnelle.

Art. 31. Par dérogation à l'article 27, § 1er, alinéa 1er et § 2 et § 3, le traitement mensuel ou la fraction de ce traitement sont établis conformément aux modes de calcul précisés ci-après pour les prestations réduites du chef d'un congé justifié par des raisons sociales ou familiales :

1° si les prestations réduites correspondent à des journées entières, le traitement mensuel afférent à des prestations complètes est multiplié par la fraction qui correspond à la proportion de ces prestations;

2° si les prestations réduites correspondent à une réduction journalière des prestations journalières, le traitement mensuel afférent à des prestations complètes est multiplié par le reliquat des prestations journalières et divisé par le nombre 7,6.

Art. 32. Par dérogation à l'article 27, § 2, alinéa 1er, et § 3 et § 4, la fraction du traitement mensuel dû pour prestations réduites du chef d'absences pour convenance personnelle est fixée au prorata du traitement relatif à des prestations complètes.

Pour la durée de la période des prestations réduites, les augmentations intercalaires sont octroyées comme s'il s'agissait de prestations complètes; à l'expiration des prestations réduites, ces augmentations intercalaires restent acquises.

Art. 33. Sont réglés par le Membre du Collège, dont dépend le fonctionnaire, avec l'accord du Membre du Collège qui a la Fonction publique dans ses attributions, les cas où se présente une particularité propre à justifier que, dans l'esprit du statut pécuniaire, un tempérament soit apporté à l'application littérale des règles qu'il édicte.

Il ne peut être dérogé aux articles 11 et 16.

Art. 34. Le Collège fixe la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 35. Le Membre du Collège chargé de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 octobre 1994.

Le Président du Collège chargé de la Promotion sociale,
de l'Aide aux Personnes et de la Reconversion et du Recyclage professionnels,
Ch. PICQUE

Le Membre du Collège chargé du Budget et de la Fonction publique,
R. HOTYAT

(3) Ancienn.	101	103	113	116	121	132	151	161
0	847.628	1.049.444	919.370	1.177.845	1.049.442	1.137.374	1.593.518	1.899.238
1	873.270	1.075.086	945.012	1.203.487	1.075.084	1.137.374	1.593.518	1.899.238
2	898.912	1.100.728	970.654	1.229.129	1.100.726	1.192.403	1.648.547	1.954.267
3	942.942	1.126.370	996.296	1.254.771	1.126.368	1.192.403	1.648.547	1.954.267
4	942.942	1.126.370	996.296	1.254.771	1.126.368	1.247.432	1.703.576	2.009.296
5	994.603	1.171.310	1.035.734	1.299.711	1.165.806	1.247.432	1.703.576	2.009.296
6	994.603	1.171.310	1.035.734	1.299.711	1.165.806	1.302.461	1.758.605	2.064.325
7	1.034.041	1.216.250	1.075.172	1.344.651	1.205.244	1.302.461	1.758.605	2.064.325
8	1.034.041	1.216.250	1.075.172	1.344.651	1.205.244	1.357.490	1.813.634	2.119.354
9	1.073.479	1.261.190	1.114.610	1.389.591	1.244.682	1.357.490	1.813.634	2.119.354
10	1.073.479	1.261.190	1.114.610	1.389.591	1.244.682	1.412.519	1.868.663	2.174.383
11	1.115.370	1.306.130	1.154.048	1.434.531	1.284.120	1.412.519	1.868.663	2.174.383
12	1.115.370	1.306.130	1.154.048	1.434.531	1.284.120	1.467.548	1.923.692	2.229.412
13	1.154.808	1.351.070	1.193.486	1.479.471	1.323.558	1.467.548	1.923.692	2.229.412
14	1.154.808	1.351.070	1.193.486	1.479.471	1.323.558	1.522.577	1.978.721	2.284.441
15	1.194.246	1.396.010	1.232.924	1.524.411	1.362.996	1.522.577	1.978.721	2.284.441
16	1.194.246	1.396.010	1.232.924	1.524.411	1.362.996	1.577.606	2.033.750	2.339.470
17	1.233.684	1.440.950	1.272.362	1.569.351	1.402.434	1.577.606	2.033.750	2.339.470
18	1.233.684	1.440.950	1.272.362	1.569.351	1.402.434	1.632.635	2.088.779	2.394.499
19	1.273.122	1.485.890	1.311.800	1.614.291	1.441.872	1.632.635	2.088.779	2.394.499
20	1.273.122	1.485.890	1.311.800	1.614.291	1.441.872	1.687.664	2.143.808	2.449.528
21	1.312.560	1.530.830	1.351.238	1.659.231	1.481.310	1.687.664	2.143.808	2.449.528
22	1.312.560	1.530.830	1.351.238	1.659.231	1.481.310	1.742.693	2.198.837	2.504.557
23	1.351.998	1.575.770	1.390.676		1.520.748			
24			1.390.676		1.520.748			
25			1.430.114		1.560.186			
	2x1 25642	3x1 25642	3x1 25642	3x1 25642	3x1 25642	11x2 55029	11x2 55029	11x2 55029
	1x1 44030	10x2 44940	11x2 39438	9x2 44940	11x2 39438			
	1x2 51661							
	2x2 39438							
	1x2 41891							

Ancientn.	261	271	281
0	628.660	708.069	833.593
1	641.126	720.534	844.269
2	653.590	732.999	854.945
3	699.052	778.461	890.036
4	699.052	778.461	890.036
5	720.422	799.831	911.406
6	720.422	799.831	911.406
7	741.792	821.201	932.776
8	741.792	821.201	932.776
9	763.162	842.571	954.146
10	763.162	842.571	954.146
11	784.532	863.941	975.516
12	798.782	878.191	989.766
13	820.152	906.361	1.017.936
14	820.152	906.361	1.017.936
15	841.522	934.531	1.046.106
16	841.522	934.531	1.046.106
17	862.892	962.701	1.074.276
18	862.892	962.701	1.074.276
19	884.262	990.871	1.102.446
20	884.262	990.871	1.102.446
21	905.632	1.019.041	1.130.616
22	905.632	1.019.041	1.130.616
23	927.002	1.047.211	1.158.786
24	927.002	1.047.211	1.158.786
25	948.372	1.075.381	1.186.956
26	948.372	1.075.381	1.186.956
27	991.112	1.122.121	1.215.126
28			1.215.126
29			1.243.296
	2x1 12465	2x1 12465	2x1 10676
	1x1 45462	1x1 45462	1x1 35091
	3x2 21370	3x2 21370	3x2 21370
	1x1 21370	1x1 21370	1x1 21370
	1x1 14250	1x1 14250	1x1 14250
	7x2 21370	7x2 28170	9x2 28170
	1x2 42740	1x2 46740	

Anclenn.	301	302	321	322
0	504.990	509.968	513.235	526.666
1	510.585	515.563	518.830	532.261
2	516.180	521.158	524.425	537.856
3	556.404	560.884	567.043	583.285
4	567.043	572.087	578.246	594.488
5	567.043	572.087	578.246	594.488
6	577.682	583.290	589.449	605.691
7	577.682	583.290	589.449	605.691
8	588.321	594.493	600.652	616.894
9	588.321	594.493	600.652	616.894
10	598.960	605.696	611.855	628.097
11	598.960	605.696	611.855	628.097
12	620.766	627.502	633.661	649.903
13	627.207	634.318	640.551	656.579
14	640.088	647.758	653.991	670.019
15	640.088	647.758	653.991	670.019
16	652.969	661.198	667.431	683.459
17	652.969	661.198	667.431	683.459
18	665.850	674.638	680.871	696.899
19	665.850	674.638	680.871	696.899
20	678.731	688.078	694.311	710.339
21	678.731	688.078	694.311	710.339
22	691.612	701.518	707.751	723.779
23	691.612	701.518	707.751	723.779
24	704.493	714.958	721.191	737.219
25	704.493	714.958	721.191	737.219
26	717.374	728.398	734.631	750.659
27	717.374	728.398	734.631	750.659
28	730.255	741.838	748.071	764.099
2x1	5595	2x1 5595	2x1 5595	2x1 5595
1x1	40224	1x1 39726	1x1 42618	1x1 45429
1x1	10639	1x1 11203	1x1 11203	1x1 11203
3x2	10639	3x2 11203	3x2 11203	3x2 11203
1x2	21806	1x2 21806	1x2 21806	1x2 21806
1x1	6441	1x1 6816	1x1 6890	1x1 6676
1x1	12881	1x1 13440	1x1 13440	1x1 13440
7x2	12881	7x2 13440	7x2 13440	7x2 13440

Ancienn.	341	343	344	
0	559.631	584.375	609.309	
1	568.364	593.108	618.042	
2	577.097	601.841	626.775	
3	618.063	642.096	667.930	
4	628.751	653.684	678.618	
5	628.751	653.684	678.618	
6	639.439	664.372	689.306	
7	639.439	664.372	689.306	
8	650.127	675.060	699.994	
9	650.127	675.060	699.994	
10	660.815	685.748	710.682	
11	660.815	685.748	710.682	
12	682.621	707.554	732.488	
13	689.305	714.238	739.172	
14	703.552	728.485	753.419	
15	703.552	728.485	753.419	
16	717.799	742.732	767.666	
17	717.799	742.732	767.666	
18	732.046	756.979	781.913	
19	732.046	756.979	781.913	
20	746.293	771.226	796.160	
21	746.293	771.226	796.160	
22	760.540	785.473	810.407	
23	760.540	785.473	810.407	
24	774.787	799.720	824.654	
25	774.787	799.720	824.654	
26	789.034	813.967	838.901	
27	789.034	813.967	838.901	
28	803.281	828.214	853.148	
29	803.281	828.214	853.148	
30	817.528	842.461	867.395	
				2x1 8733
	2x1 8733	2x1 8733	2x1 8733	1x1 41155
	1x1 40966	1x1 41155	1x1 41155	1x1 10688
	1x1 10688	1x1 10688	1x1 10688	3x2 10688
	3x2 10688	3x2 10688	3x2 10688	1x2 21806
	1x2 21806	1x2 21806	1x2 21806	1x1 6684
	1x1 6684	1x1 6684	1x1 6684	1x1 14247
	1x1 14247	1x1 14247	1x1 14247	8x2 14247
	8x2 14247	8x2 14247	8x2 14247	

VERTALING

N. 94 — 2925

[C — 31506]

20 OKTOBER 1994. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de bezoldigingsregeling van het personeel van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op de artikelen 138 en 178 van de Grondwet;

Gelet op het decreet van 17 maart 1994 van de Franse Gemeenschapscommissie houdende oprichting van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding;

Gelet op het decreet van 17 maart 1994 van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces;

Gelet op het onderhandelingsprotocol 94/5 van 23 maart 1994 van het Bijzonder Onderhandelingscomité;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding;

Op de voordracht van het Lid van het College belast met openbaar ambt en begroting,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in de artikelen 115, § 1, 1e lid, 121, § 1, 1e lid, 116, § 1, 127, 128, 129, § 1, 131, 132, 135, 137 en 175 van de Grondwet uit hoofde van de artikelen 138 en 178 van de Grondwet.

Art. 2. Dit besluit is van toepassing op de ambtenaren, stagiaires en contractuelen van volgende instellingen :

- 1) het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding;
- 2) het Franstalig Brussels Fonds voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces.

Art. 3. De wedden van het personeel van de instellingen bedoeld in art.2 worden vastgesteld in de weddeschalen bestaande uit :

- een minimumwedde;
- « weddetrappen » die het resultaat zijn van de tussentijdse verhogingen;
- een maximumwedde.

Wedden en tussentijdse verhogingen worden uitgedrukt in een aantal munteenheden, dat met hun jaarbedrag overeenstemt.

De wedde ligt nooit beneden het gemiddeld maandelijks gewaarborgd loon (in openbare dienst).

Art. 4. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

* « dienst van de Staat » : elke niet-rechtspersoonlijke dienst die afhangt van de wetgevende macht, de uitvoerende macht van de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten of de rechterlijke macht;

* « dienst van Afrika » : elke niet-rechtspersoonlijke dienst die afhangt van het Gouvernement van Belgisch-Congo of van het Gouvernement van Ruanda-Urundi.

* de uitdrukking « andere openbare diensten dan de diensten van de Staat en de diensten van Afrika » bedoelt :

- elke rechtspersoonlijke dienst die afhangt van de uitvoerende macht;
- elke rechtspersoonlijke dienst die afhangt van het Gouvernement van Belgisch-Congo, of van het Gouvernement van Ruanda-Urundi;
- elke dienst die afhangt van een provincie, een gemeente, een O.C.M.W., een vereniging van gemeenten, een vereniging van O.C.M.W.'s, een agglomeratie of een federatie van gemeenten alsook elke dienst die afhangt van een aan een provincie of gemeente ondergeschikte instelling;
- elke andere instelling onder Belgisch recht, die voldoet aan collectieve noodwendigheden van lokaal of algemeen belang, en aan welke oprichting of bijzondere leiding de openbare overheid klaarblijkelijk een overwegend aandeel heeft, alsook elke andere instelling van koloniaal recht die beantwoordde aan dezelfde voorwaarden.

HOOFDSTUK I. — Organieke regeling

Afdeling 1. — Vaststelling van de weddeschalen

Art. 5. De schaal voor elke graad wordt door het College vastgesteld, met inachtneming van de rang van de graad en van de belangrijkheid van de daarmede normaal overeenstemmende functie.

Aan elke graad wordt een schaal verbonden, die vermeld staat in de tabellen die bij dit besluit zijn gevoegd.

Aan sommige graden kan echter hetzij een niet in die tabel opgenomen schaal, hetzij een vaste wedde worden verbonden.

Art. 6. Onverminderd de regelen inzake de administratieve en begrotingscontrole worden de schalen voor de gemene graden en voor de bijzondere graden van elke instelling bepaald door een besluit van het College op de voordracht van het lid van het College bevoegd voor het openbaar ambt.

Art. 7. Elke schaal behoort tot één van de vijf niveaus aangeduid met de cijfers 1, 2+, 2, 3 en 4 en tot één van de twee groepen aangeduid met de letters A en B.

Het eerste cijfer van het nr. der schaal duidt daarvan het niveau aan; de eerste twee cijfers de rang van de graden waaraan zij normaal moet worden verbonden en het laatste cijfer duidt de plaats aan van de schaal met betrekking tot de andere schalen waaraan de graden van een zelfde rang zijn verbonden.

De schalen van de niveaus 4, 3 en 2 behoren tot groep A.

De schalen van de niveaus 1 en 2+ behoren tot groep B.

Art. 8. De schaal wordt aangeduid door het nr. dat in de bij dit besluit gevoegde tabellen boven de schaal is geplaatst.

Indien de schaal niet op bovengenoemde tabellen voorkomt wordt ze aangeduid door een indicie die de minimumwedde, de maximumwedde, het aantal en het bedrag van de tussentijdse verhogingen, de klasse en het niveau ervan aangeeft.

Afdeling 2. - Vaststelling van de wedde

Art. 9. Bij iedere wijziging in de bezoldigingsregeling van een graad, wordt elke wedde die werd vastgesteld met inachtneming van die graad opnieuw vastgesteld alsof de nieuwe bezoldigingsregeling altijd had bestaan.

Indien de aldus opnieuw vastgestelde wedde lager is dan de wedde welke het personeelslid in zijn graad genoot bij de in werkingtreding van het wijzigingsbesluit blijft het in die graad de hoogste wedde genieten totdat het een ten minste gelijke wedde bekomt.

Art. 10. Het in artikel 6 bedoelde besluit van het College kan eveneens de modaliteiten bepalen voor de vaststelling van de wedde, en de diensten, andere dan deze bepaald bij artikel 12, toelaatbaar maken volgens de voorwaarden die het vaststelt.

Het kan eveneens bepalingen voorzien voor houders van sommige gemeenschappelijke graden.

Afdeling 3. - Vaststelling van de weddeschaal

Art. 11. Onverminderd andersluidende reglementaire bepalingen wordt de wedde van elk personeelslid vastgesteld in de schaal verbonden aan zijn graad.

Afdeling 4. - In aanmerking komende diensten

Art. 12. Behoudens strijdige bepaling komen voor de toekenning prorata temporis van de tussentijdse verhogingen alleen in aanmerking, de werkelijke diensten welke het personeelslid, heeft verricht terwijl het behoorde:

- tot de diensten van de Staat, de Gemeenschappen of de Gewesten, of de diensten van Afrika of tot de andere openbare diensten, hetzij als beroepsmilitair, hetzij als burgerlijk of geestelijk titularis van een bezoldigd ambt;

- tot de gesubsidieerde vrije onderwijsinstellingen als burgerlijk of geestelijk titularis van een door middel van een wedde-toelage bezoldigd ambt;

- tot de onderwijsinstellingen van de Gemeenschappen als burgerlijk of geestelijk titularis van een bezoldigd ambt;

- tot de vrije gesubsidieerde diensten voor school en beroepsoriëntering en de psycho-medisch-sociale centra als burgerlijk of geestelijk titularis van een door middel van een weddetoelage bezoldigd ambt.

Komen eveneens in aanmerking voor de toekenning van de tussentijdse verhogingen de diensten verricht in de privé-sector, maar voor maximum zes jaar.

Art. 13. Voor de toepassing van artikel 12 :

1^o wordt de ambtenaar geacht werkelijke diensten te verrichten, zolang hij zich bevindt in een administratieve stand op grond waarvan hij, krachtens zijn statuut, zijn activiteitswedde of, bij gemis daarvan, zijn aanspraak op bevordering tot een hogere wedde behoudt;

2^o worden als beroepsmilitair beschouwd :

a) de beroepsofficieren, de toegevoegde officieren en de hulppofficieren;

b) de reserveofficieren die vrijwillige prestaties verrichten met uitsluiting van oefeningsprestaties;

c) de beroepsouderofficieren, de tijdelijke onderofficieren en de toegevoegde onderofficieren;

d) de militairen met een lagere graad dan die van officier, die dienen op grond van een dienstneming of van een wederdienstneming;

e) de aalmoezeniers van het actieve kader en de reserveaalmoezeniers, die in vredestand in dienst worden gehouden om het tijdelijk kader van de aalmoezeniersdienst te vormen.

Art. 14. Voor elke periode waarin de ambtenaar zijn aanspraken op bevordering tot een hogere wedde in een graad heeft behouden of verloren, worden de diensten welke hij in een andere graad mocht hebben verricht niet medegerekend bij de vaststelling van zijn wedde in die graad en in enige latere graad welke met deze laatste verband houdt ingevolge de statutaire samenhang van de opeenvolgende graden van ambtenaar.

Art. 15. De in aanmerking komende diensten worden berekend per kalendermaand; die welke geen volle maand bedragen worden niet medegerekend.

De duur van de in aanmerking komende diensten welke de ambtenaar in het onderwijs ad interim of als tijdelijke heeft verricht, wordt echter vastgesteld door de benoemde overheid op basis van een attest afgeleverd door de bevoegde overheid.

De duur van de voltijdse diensten die op dit attest voorkomen en in 10 den uitbetaald werden, maar per schooljaar geen volledig jaar effectieve dienst uitmaken, worden per dag berekend.

Het totale aantal aldus verrichte voltijdse dienst dagen wordt met 1,2 vermenigvuldigd.

De uitkomst van deze vermenigvuldiging wordt door 30 gedeeld. De uitkomst van deze deling stemt overeen met het aantal in aanmerking te nemen maanden. Met de overschotten wordt geen rekening gehouden.

Als uit de voltijdse diensten die op datzelfde attest voorkomen blijkt dat de ambtenaar gedurende een volledig schooljaar tewerkgesteld was, gelden deze diensten voor 300 dagen en worden ze als één dienstjaar in aanmerking genomen.

De diensten die aldus in aanmerking kunnen worden genomen, voor zover die voltijds verricht werden in een graad die gelijk of hoger is dan die van het hoger onderwijs, in een functie waarvoor een universitair diploma of een diploma van architect of industrieel ingenieur vereist was en waaraan in het organiek stelsel een weddeschaal verbonden was waarvan de minimum- en maximumwedde gelijk of hoger zijn dan de minimum- en

maximumwedde van de weddeschaal verbonden aan de graad van bestuurssecretaris bij een ministerie, maken deel uit van de weddegroep B. Alle andere in aanmerking komende diensten maken deel uit van de weddegroep A.

De als volledig beschouwde diensten, door samenvoeging van de diensten verricht in de hogere cyclus van het secundair onderwijs en deze verricht in een lagere cyclus, behoren aldus in hun totaliteit tot de weddegroep B, voor zover dat de voorwaarden bedoeld in het vorig lid vervuld werden voor de diensten verricht in de hogere cyclus.

Art. 16. De duur van de in aanmerking komende diensten welke de ambtenaar telt mag nooit de werkelijke duur van de door deze diensten gedekte tijdperken overschrijden.

Art. 17. De belangrijkheid der in artikel 12 bedoelde in aanmerking komende diensten hangt maand na maand af van de graad welke de ambtenaar bekleedde, of waarin hij door formele terugwerking van zijn benoeming in bedoelde graad, reeds rang ingenomen had met het oog op de bevordering tot een hogere wedde.

Voor de toepassing van dit artikel wordt geen rekening gehouden met de graad die de ambtenaar voorlopig bekleedde wegens de uitoefening van een hogere functie.

Art. 18. Voor de vaststelling van de belangrijkheid van de in aanmerking komende diensten wordt elke verandering van graad die zich op een andere dag dan de eerste der maand voordoet, verschoven naar de eerste der volgende maand.

Art. 19. Wanneer de te beschouwen graad voorkomt in het bij artikel 6 bedoelde besluit van het College, wordt de in aanmerking te nemen dienst opgenomen in de groep waartoe de aan die graad verbonden schaal behoort.

Indien echter de graad die in voormelde besluiten voorkomt, klaarblijkelijk van de te beschouwen graad verschilt, ondanks hun zelfde benaming, wordt de in aanmerking te nemen dienst opgenomen in de groep waartoe de schalen voor de in de ministeries bestaande graden van dezelfde belangrijkheid als de te beschouwden graden behoren. Het Lid van het College onder wie de ambtenaar ressorteert beslist omtrent die gelijkstelling, met instemming van het Lid van het College tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort.

Art. 20. Komt de te beschouwen graad niet voor in het bij artikel 6 bedoelde besluit van het College, dan wordt de in aanmerking te nemen dienst opgenomen in de groep waartoe de schalen voor de in de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie bestaande graden van dezelfde belangrijkheid behoren.

De benoemende overheid beslist omtrent die gelijkstelling met instemming van het Lid van het College tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort.

Art. 21. Van de dag af waarop de vaste of stagedoende ambtenaar in zijn basisgraad is benoemd en indien de schaal van zijn graad tot groep A behoort, worden voor de vaststelling van zijn wedde als vaste of stagedoende ambtenaar, de in aanmerking te nemen vroegere diensten die, bij toepassing van de artikelen 19 en 20 tot groep B mochten behoren, in groep A ingedeeld.

De basisgraad van een ambtenaar is de eerste graad waartoe hij, in vast verband of tot stagiair, wordt benoemd in een dienst waarvan het personeel aan deze bezoldigingsregeling is onderworpen.

Van de dag echter waarop de ambtenaar, volgens een benoemingswijze waarbij zijn vroegere hoedanigheid van vaste of stagedoende ambtenaar statutair buiten beschouwing wordt gelaten in vast verband of tot stagiair, tot een nieuwe graad wordt benoemd, is die nieuwe graad zijn basisgraad voor de toepassing van het eerste lid.

Art. 22. Voor de ambtenaar houder van een rang uit de B-groep vormen de in aanmerking komende diensten uit de A-groep lagere diensten; de diensten uit de B-groep vormen gelijkwaardige diensten.

Afdeling 5. — Berekening van de anciënniteit en van de wedde

Art. 23. § 1. De gerechtigde op een schaal behorende tot groep A geniet te allen tijde de wedde overeenstemmend met zijn anciënniteit A, die het totaal zijner in aanmerking komende diensten uitmaakt, om het even in welke groep deze diensten opgenomen zijn.

§ 2. De gerechtigde op een schaal behorende tot groep B geniet te allen tijde een wedde overeenstemmend met zijn anciënniteit B, die de twee derden van zijn lagere diensten en het totaal van zijn gelijkwaardige diensten uitmaakt.

§ 3. Voor de bij § 2 bedoelde berekening van de twee derden van de lagere diensten wordt elk gedeelte van een maand, zoals het begrepen is in de uitkomst van de deling, voor een volle maand gerekend.

Art. 24. Voor de vaststelling van de wedde overeenkomstig artikel 23, §§ 1 en 2 wordt alleen rekening gehouden met de nuttige anciënniteit, d.w.z., die, verkregen op het tijdstip dat de ambtenaar het grootste aantal jaren dienst telt, dat de anciënniteit A of B uitmaakt.

Art. 25. § 1. De vaste ambtenaar die werd bevorderd, heeft in zijn nieuwe graad nooit een lagere wedde dan hij in zijn vorige graad zou hebben genoten.

§ 2. Wanneer de schaal van zijn vorige graad tot groep A en de schaal van zijn nieuwe graad tot groep B behoort, bekomt de in § 1 bedoelde ambtenaar in zijn nieuwe graad altijd ten minste een wedde die 39 290 frank hoger ligt dan die welke hij in zijn vorige graad zou hebben genoten.

§ 3. De toepassing van de bepaling van § 2 mag niet tot gevolg hebben dat de wedde van de ambtenaar hoger zou liggen dan de maximumwedde uit de schaal van zijn nieuwe graad of die uit de schaal van zijn vorige graad, indien deze hoger is.

§ 4. De vaste ambtenaar die een verandering van graad of een overplaatsing heeft gekregen, bekomt in zijn nieuwe graad nooit een lagere wedde dan die welke hij op het tijdstip dat hij van graad veranderde of vergeplaatst werd, in zijn vroegere graad genoot.

Is de wedde die in de nieuwe graad werd vastgesteld lager dan die welke de ambtenaar in zijn vorige graad genoot, dan behoudt hij de hoogste wedde tot wanneer hij een wedde bekomt die ten minste daaraan gelijk is.

Art. 26. § 1. De ambtenaar die negatief beoordeeld wordt, verliest vanaf de eerste weddeverhoging volgend op de dag waarop deze vermelding werd toegekend gedurende zes maand de uitwerking van een verhoging gelijk aan het bedrag van de tussentijdse verhoging die hij zou hebben genoten in de schaal waarop hij gerechtigd was wanneer de negatieve beoordeling hem werd toegekend.

§ 2. De ambtenaar die twee maal negatief beoordeeld wordt, verliest vanaf de eerste weddeverhoging volgend op de dag waarop deze vermelding werd toegekend, gedurende één jaar, de uitwerking van een verhoging gelijk aan het bedrag van de tussentijdse verhoging die hij zou hebben genoten in de schaal waarop hij gerechtigd was wanneer de negatieve beoordeling hem werd toegekend.

Afdeling 6. — Uitbetaling van de wedde

Art. 27. §1. De maandwedde is gelijk aan 1/12 van de wedde.

Wanneer de vaste of stagedoende ambtenaar op een andere datum dan de eerste ener maand wordt benoemd tot een nieuwe graad die geen basisgraad is in de zin als bedoeld in artikel 24, eerste lid, blijft de wedde voor de lopende maand ongewijzigd.

Bij het overlijden of op pensioen stellen van de vaste of stagedoende ambtenaar is de wedde voor de lopende maand niet terugvorderbaar.

§ 2. Wanneer de maandwedde niet volledig verschuldigd is, wordt zij in dertigsten verdeeld.

Bedraagt het werkelijk aantal te betalen dagen vijftien of minder, dan is het aantal verschuldigde dertigsten gelijk aan het werkelijk aantal te betalen dagen.

Bedraagt het werkelijk aantal te betalen dagen meer dan vijftien, dan is het aantal verschuldigde dertigsten gelijk aan het verschil tussen dertig en het werkelijk aantal niet te betalen dagen.

§ 3. Wanneer de maand uit twee perioden bestaat die verschillen naargelang van het bedrag of de begrotingsaanwijzing der wedde :

1° wordt het aantal voor de eerste periode verschuldigde dertigsten bepaald naar § 2;

2° wordt het totaal aantal voor de maand verschuldigde dertigsten bepaald naar § 2; dit aantal is altijd gelijk aan dertig zo de maand volledig te betalen is;

3° is het aantal voor de tweede periode verschuldigde dertigsten gelijk aan het verschil tussen het totaal voor de maand verschuldigde dertigsten en het aantal voor de eerste periode verschuldigde dertigsten.

Art. 28. De maandwedde ondergaat de schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijzen overeenkomstig de regelen bepaald bij de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgave in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld, gewijzigd door het Koninklijk Besluit nr. 178 van 30 december 1982. De wedde is vastgesteld volgens spilindex 138,01.

Afdeling 7. — Wedde in geval van verminderde prestaties wegens sociale of familiale redenen en van afwezigheid wegens persoonlijke aangelegenheid

Art. 29. Indien de ambtenaar geniet van het verlofstelsel voor verminderde prestaties wegens sociale of familiale redenen of indien hij verminderde prestaties verricht wegens persoonlijke aangelegenheid, wordt de gemiddelde gewaarborgde maandwedde, in afwijking van artikel 3, derde lid, berekend naar rata van de werkelijk gepresteerde diensten.

Art. 30. Voor het toekennen van de tussentijdse verhogingen kan, in afwijking van artikel 12, de periode gedurende dewelke de ambtenaar verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheid verricht, in aanmerking worden genomen.

Art. 31. In afwijking van artikel 27, § 1, lid 1 en §§ 2 en 3, wordt de maandwedde of de fractie van deze wedde vastgesteld conform de hierna nader bepaalde berekeningswijze voor de verminderde prestaties wegens sociale of familiale redenen :

1° indien de verminderde prestaties uitgevoerd worden in hele werkdagen wordt de maandwedde die betrekking heeft op volledige prestaties vermenigvuldigd met de breuk die overeenstemt met de verhouding van deze prestaties;

2° indien de verminderde prestaties uitgevoerd worden in dagelijks ingekorte dagprestaties wordt de maandwedde die betrekking heeft op volledige prestaties vermenigvuldigd met het saldo van de dagprestaties en gedeeld door 7,6.

Art. 32. De fractie van de maandwedde die verschuldigd is voor verminderde prestaties voor afwezigheid wegens persoonlijke aangelegenheid wordt, in afwijking van artikel 27, § 2, lid 1, en §§ 3 en 4, vastgesteld naar rata van de wedde voor volledige prestaties.

De periode van verminderde prestaties wordt gelijkgesteld met volledige prestaties voor de toekenning van de tussentijdse verhogingen; na afloop van de periode van verminderde prestaties blijven deze tussentijdse verhogingen verworven.

Art. 33. Het Lid van het College, onder wiens bevoegdheid de ambtenaar valt, regelt, na akkoord van het Lid van het College bevoegd voor het openbaar ambt, de bijzondere gevallen waarvoor het nodig is te verantwoorden dat deze bezoldigingsregeling, iets minder naar letter, maar wel steeds naar de geest zou moeten worden uitgevoerd.

Er kan niet afgeweken worden van de artikelen 11 en 16.

Art. 34. Het College stelt de datum van inwerkingtreding van dit besluit vast.

Art. 35. Het Lid van het College belast met het Openbaar Ambt wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 20 oktober 1994.

De Voorzitter van het College belast met Sociale Promotie,
Bijstand aan Personen en Beroepsomscholing en -bijscholing,
Ch. PICQUE

Het Lid van het College, belast met Begroting en het Openbaar Ambt,
R. HOTYAT

(3) Aandenn.	101	103	113	116	121	132	151	161
0	847.628	1.049.444	919.370	1.177.845	1.049.442	1.137.374	1.593.518	1.899.238
1	873.270	1.075.086	945.012	1.203.487	1.075.084	1.137.374	1.593.518	1.899.238
2	898.912	1.100.728	970.654	1.229.129	1.100.726	1.192.403	1.648.547	1.954.267
3	942.942	1.126.370	996.296	1.254.771	1.126.368	1.192.403	1.646.547	1.954.267
4	942.942	1.126.370	996.296	1.254.771	1.126.368	1.247.432	1.703.576	2.009.296
5	994.603	1.171.310	1.035.734	1.299.711	1.165.806	1.247.432	1.703.576	2.009.296
6	994.603	1.171.310	1.035.734	1.299.711	1.165.806	1.302.461	1.758.605	2.064.325
7	1.034.041	1.216.250	1.075.172	1.344.651	1.205.244	1.302.461	1.758.605	2.064.325
8	1.034.041	1.216.250	1.075.172	1.344.651	1.205.244	1.357.490	1.813.634	2.119.354
9	1.073.479	1.261.190	1.114.610	1.389.591	1.244.682	1.357.490	1.813.634	2.119.354
10	1.073.479	1.261.190	1.114.610	1.389.591	1.244.682	1.412.519	1.868.663	2.174.383
11	1.115.370	1.306.130	1.154.048	1.434.531	1.284.120	1.412.519	1.868.663	2.174.383
12	1.115.370	1.306.130	1.154.048	1.434.531	1.284.120	1.467.548	1.923.692	2.229.412
13	1.154.808	1.351.070	1.193.486	1.479.471	1.323.558	1.467.548	1.923.692	2.229.412
14	1.154.808	1.351.070	1.193.486	1.479.471	1.323.558	1.522.577	1.978.721	2.284.441
15	1.194.246	1.396.010	1.232.924	1.524.411	1.362.996	1.522.577	1.978.721	2.284.441
16	1.194.246	1.396.010	1.232.924	1.524.411	1.362.996	1.577.606	2.033.750	2.339.470
17	1.233.684	1.440.950	1.272.362	1.569.351	1.402.434	1.577.606	2.033.750	2.339.470
18	1.233.684	1.440.950	1.272.362	1.569.351	1.402.434	1.632.635	2.088.779	2.394.499
19	1.273.122	1.485.890	1.311.800	1.614.291	1.441.872	1.632.635	2.088.779	2.394.499
20	1.273.122	1.485.890	1.311.800	1.614.291	1.441.872	1.687.664	2.143.808	2.449.528
21	1.312.560	1.530.830	1.351.238	1.659.231	1.481.310	1.687.664	2.143.808	2.449.528
22	1.312.560	1.530.830	1.351.238	1.659.231	1.481.310	1.742.693	2.198.837	2.504.557
23	1.351.998	1.575.770	1.390.676	1.699.676	1.520.748			
24			1.390.676	1.699.676	1.520.748			
25			1.430.114	1.740.114	1.560.186			
	2x1 25642	3x1 25642	3x1 25642	3x1 25642	3x1 25642	11x2 55029	11x2 55029	11x2 55029
	1x1 44030	10x2 44940	11x2 39438	9x2 44940	11x2 39438			
	1x2 51661							
	2x2 39438							
	1x2 41891							

Ancienn.	261	271	281
0	628.660	708.069	833.593
1	641.125	720.534	844.269
2	653.590	732.999	854.945
3	699.052	778.461	890.036
4	699.052	778.461	890.036
5	720.422	799.831	911.406
6	720.422	799.831	911.406
7	741.792	821.201	932.776
8	741.792	821.201	932.776
9	763.162	842.571	954.146
10	763.162	842.571	954.146
11	784.532	863.941	975.516
12	798.782	878.191	989.766
13	820.152	906.361	1.017.936
14	820.152	906.361	1.017.936
15	841.522	934.531	1.046.106
16	841.522	934.531	1.046.106
17	862.892	962.701	1.074.276
18	862.892	962.701	1.074.276
19	884.262	990.871	1.102.446
20	884.262	990.871	1.102.446
21	905.632	1.019.041	1.130.616
22	905.632	1.019.041	1.130.616
23	927.002	1.047.211	1.158.786
24	927.002	1.047.211	1.158.786
25	948.372	1.075.381	1.186.956
26	948.372	1.075.381	1.186.956
27	991.112	1.122.121	1.215.126
28			1.215.126
29			1.243.296
	2x1 12465	2x1 12465	2x1 10676
	1x1 45462	1x1 45462	1x1 35091
	3x2 21370	3x2 21370	3x2 21370
	1x1 21370	1x1 21370	1x1 21370
	1x1 14250	1x1 14250	1x1 14250
	7x2 21370	7x2 28170	9x2 28170
	1x2 42740	1x2 46740	

Ancienn.	301	302	321	322
0	504.990	509.968	513.235	526.666
1	510.585	515.563	518.830	532.261
2	516.180	521.158	524.425	537.856
3	556.404	560.884	567.043	583.285
4	567.043	572.087	578.246	594.488
5	567.043	572.087	578.246	594.488
6	577.682	583.290	589.449	605.691
7	577.682	583.290	589.449	605.691
8	588.321	594.493	600.652	616.894
9	588.321	594.493	600.652	616.894
10	598.960	605.696	611.855	628.097
11	598.960	605.696	611.855	628.097
12	620.766	627.502	633.661	649.903
13	627.207	634.318	640.551	656.579
14	640.088	647.758	653.991	670.019
15	640.088	647.758	653.991	670.019
16	652.969	661.198	667.431	683.459
17	652.969	661.198	667.431	683.459
18	665.850	674.638	680.871	696.899
19	665.850	674.638	680.871	696.899
20	678.731	688.078	694.311	710.339
21	678.731	688.078	694.311	710.339
22	691.612	701.518	707.751	723.779
23	691.612	701.518	707.751	723.779
24	704.493	714.958	721.191	737.219
25	704.493	714.958	721.191	737.219
26	717.374	728.398	734.631	750.659
27	717.374	728.398	734.631	750.659
28	730.255	741.838	748.071	764.099
	2x1 5595	2x1 5595	2x1 5595	2x1 5595
	1x1 40224	1x1 39726	1x1 42618	1x1 45429
	1x1 10639	1x1 11203	1x1 11203	1x1 11203
	3x2 10639	3x2 11203	3x2 11203	3x2 11203
	1x2 21806	1x2 21806	1x2 21806	1x2 21806
	1x1 6441	1x1 6816	1x1 6890	1x1 6676
	1x1 12881	1x1 13440	1x1 13440	1x1 13440
	7x2 12881	7x2 13440	7x2 13440	7x2 13440

Ancienn.	341	343	344
0	559.631	584.375	609.309
1	568.364	593.108	618.042
2	577.097	601.841	626.775
3	616.063	642.996	667.930
4	628.751	653.684	678.618
5	628.751	653.684	678.618
6	639.439	664.372	689.306
7	639.439	664.372	689.306
8	650.127	675.060	699.994
9	650.127	675.060	699.994
10	660.815	685.748	710.682
11	660.815	685.748	710.682
12	682.621	707.554	732.488
13	689.305	714.238	739.172
14	703.552	728.485	753.419
15	703.552	728.485	753.419
16	717.799	742.732	767.666
17	717.799	742.732	767.666
18	732.046	756.979	781.913
19	732.046	756.979	781.913
20	746.293	771.226	796.160
21	746.293	771.226	796.160
22	760.540	785.473	810.407
23	760.540	785.473	810.407
24	774.787	799.720	824.654
25	774.787	799.720	824.654
26	789.034	813.967	838.901
27	789.034	813.967	838.901
28	803.281	828.214	853.148
29	803.281	828.214	853.148
30	817.528	842.461	867.395
	2x1 8733	2x1 8733	2x1 8733
	1x1 40966	1x1 41155	1x1 41155
	1x1 10688	1x1 10688	1x1 10688
	3x2 10688	3x2 10688	3x2 10688
	1x2 21806	1x2 21806	1x2 21806
	1x1 6684	1x1 6684	1x1 6684
	1x1 14247	1x1 14247	1x1 14247
	8x2 14247	8x2 14247	8x2 14247

Ancienn.	421	431	433	435	441
0	492.636	498.636	504.238	519.421	545.666
1	496.978	502.978	508.580	523.763	550.008
2	501.320	507.320	512.922	528.105	554.350
3	524.482	530.482	553.884	569.843	597.328
4	530.084	536.084	553.884	569.843	597.328
5	530.084	536.084	559.486	576.004	604.989
6	535.686	541.686	559.486	576.004	604.989
7	535.686	541.686	565.088	582.165	612.650
8	541.288	547.288	565.088	582.165	612.650
9	541.288	547.288	570.690	588.326	620.311
10	546.890	552.890	570.690	588.326	620.311
11	546.890	552.890	576.292	594.487	626.472
12	564.140	570.140	590.854	609.797	642.172
13	569.960	575.960	599.456	618.782	648.333
14	575.562	581.562	599.456	618.782	648.333
15	575.562	581.562	605.058	624.943	654.494
16	581.164	587.164	605.058	624.943	654.494
17	581.164	587.164	610.660	631.104	660.655
18	586.766	592.766	610.660	631.104	660.655
19	586.766	592.766	616.262	637.265	666.816
20	592.368	598.368	616.262	637.265	666.816
21	592.368	598.368	621.864	643.426	672.977
22	597.970	603.970	621.864	643.426	672.977
23	597.970	603.970	627.466	649.587	679.138
24	603.572	609.572	627.466	649.587	679.138
25	603.572	609.572	632.873	656.003	688.378
26	606.160	612.160			
	2x1 4342	2x1 4342	2x1 4342	2x1 4342	2x1 4342
	1x1 23162	1x1 23162	1x1 40962	1x1 41738	1x1 42978
	1x1 5602	1x1 5602	4x2 5602	4x2 6161	3x2 7661
	3x2 5602	3x2 5602	1x1 14562	1x1 15310	1x2 6161
	1x2 17250	1x2 17250	1x1 8602	1x1 8985	1x1 15700
	1x1 5820	1x1 5820	5x2 5602	5x2 6161	1x1 6161
	1x1 5602	1x1 5602	1x2 5407	1x2 6416	5x2 6161
	5x2 5602	5x2 5602			1x2 9240
	1x2 2588	1x2 2588			

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van 20 oktober 1994 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de bezoldigingsregeling van het personeel van de Instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie.

De Voorzitter van het College belast met Sociale Promotie,
Bijstand aan Personen en Beroepsomscholing en -bijscholing,

Ch. PICQUE

Het Lid van het College, belast met Begroting en het Openbaar Ambt,

R. HOTYAT